Initiatives ministérielles

renseignement de sécurité? Sur quelle base? Est-ce que tous les milliers de dossiers seront scrutés à la loupe pour vérifier si la personne constitue un danger pour le public au Canada? Les décisions en cette matière seront secrètes, ce qui est contraire à la pratique dans notre système judiciaire où les auditions sont publiques. Voilà quelques-unes de nos appréhensions à ce sujet.

Un autre aspect que j'aimerais aborder est le suivant. Le projet de loi ne met pas dans la balance la gravité du crime et le danger pour la société d'accueil, dans les circonstances, le Canada, tel que prévu par la Convention de Genève sur les réfugiés. Pour plusieurs auteurs et juristes, si une personne est menacée, pour des motifs politiques, d'une mort certaine, de l'emprisonnement à perpétuité ou de sévices graves à son retour éventuel dans son pays d'origine, on devrait lui reconnaître le statut de réfugié, même si elle était jugée coupable d'un crime grave.

• (1235)

La saisie du courrier international que le ministre vient de mentionner par les agents d'immigration constitue une autre disposition très dangereuse dans une société démocratique.

La Convention sur les réfugiés fait la distinction entre les crimes de droit commun et ceux de nature politique, distinction que le projet de loi C-44 ignore totalement.

Selon le Guide du Haut-Commissariat de l'ONU, il faut prendre en considération d'abord la nature et l'objet du crime, c'est-à-dire s'il a été commis pour des motifs véritablement politiques et non pas pour des raisons purement personnelles ou pour avoir un gain.

Le projet de loi ne fait pas non plus la distinction entre une poursuite et une persécution. Selon le Guide du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, une personne coupable d'une infraction de droit commun, et si elle est passible d'une peine excessive, cette situation peut équivaloir à la persécution au sens de la Convention de Genève. Dans certains pays, la poursuite peut être un moyen de persécuter une personne, et la loi peut être appliquée de façon discriminatoire.

Le projet de loi parle d'une personne déclarée coupable d'une infraction qui, si commise au Canada, serait punissable d'un emprisonnement égal ou supérieur à dix ans. Il mentionne la peine maximale prévue pour l'infraction, pas la peine effectivement imposée. Les circonstances d'un crime, on le sait, peuvent varier d'un extrême à l'autre, certaines justifiant la peine maximale, d'autres la peine minimale.

Il faut savoir que le Code criminel canadien, en général, ne prévoit pas de peine minimale pour les infractions. Ainsi, un individu déclaré coupable d'un crime punissable d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans pourrait ne pas être condamné à la prison ni même à une amende. Il pourrait être seulement condamné à une période de probation ou avec sursis.

Parmi les principaux mémoires soumis au comité législatif, je tiens à souligner le document et le témoignage très bien étoffés du Comité Inter-Églises pour les réfugiés. Cet organisme craint que la revendication de certaines catégories de réfugiés soit jugée irrecevable à un point d'entrée ou ailleurs au Canada, et qu'ils soient renvoyés sans que leur besoin de protection ait fait l'objet d'un examen impartial. Cet organisme, qui possède une dizaine d'églises au Canada, demande, par conséquent, que le revendicateur du statut de réfugié puisse exposer à un tribunal impartial et indépendant les raisons militent contre leur expulsion.

Il s'élève contre le fait que les réfugiés véritables, revendiquant ce statut à la frontière, sont renvoyés sans même qu'on tienne compte de leur besoin de protection. Le droit d'asile est prévu non seulement dans la Convention de Genève, mais aussi dans la charte de l'Organisation des États américains et dans plusieurs autres instruments internationaux.

Nonobstant les excellentes contributions de ces organismes et personnes qui ont une grande expertise en la matière, le gouvernement demeure dans ses positions intransigeantes, sauf quelques amendements mineurs.

D'autre part, l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés stipule qu'on ne peut porter atteinte au droit à la liberté et à la sécurité des personnes qu'en conformité avec le principe de justice fondamentale. L'article 1 de cette charte précise que les droits ne peuvent être restreints que dans les limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse être démontrée.

Il faut noter que le projet de loi C-44 constitue un projet très technique, difficile, complexe et délicat.

• (1240)

Le gouvernement libéral fait preuve d'un manque flagrant de sensibilité à l'égard des immigrants et des réfugiés victimes de persécution. Faisant ainsi, le gouvernement libéral renie ses promesses contenues dans le livre rouge.

Aujourd'hui, le ministre a exposé la même position inflexible que lors de la première et de la deuxième lectures. Il n'a montré aucun respect pour l'opinion de l'opposition.

Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration possède déjà, je le répète, les moyens et les outils pour empêcher l'entrée au Canada des immigrants criminels et pour les retourner dans leur pays d'origine. Plusieurs mesures administratives, comme le ministre l'a mentionné tantôt, ont été prises à cet effet. Le ministre a créé des groupes de travail composés d'agents d'immigration, d'agents de la GRC et de membres de la police locale, à Montréal, Toronto et Vancouver, pour arrêter et expulser les criminels en voie d'obtenir le statut d'immigrant ou de réfugié.

De plus, cette Chambre étudie le projet de loi C-37, Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel. Il traite aussi le cas de jeunes qui ne possèdent pas la citoyenneté